

Bréf.

Lettre d'information et de réflexion
de Martial Passi



CROISSANCE

Prévisions en hausse pour la France

Bruxelles table sur une croissance du PIB français de 1 % pour 2015 et de 1,8 % pour 2016, contre respectivement 0,7 % et 1,5 % prévus à l'automne. Les prévisions de déficit sont également revues à la baisse à 4,1 % du PIB en 2015 contre 4,5 % prévus précédemment.

[**Bréf**, la baisse historique de la dépense publique de 50 milliards € risque d'avoir des conséquences dramatiques sur la croissance .]

SERVICE PUBLIC

Création de maisons de services au public (MSP)

La commission des finances de l'Assemblée nationale a présenté un rapport qui prône un renforcement du rôle de la Poste dans les zones rurales. Il préconise que de nouvelles synergies avec d'autres administrations (EDF, CAF, Pôle Emploi) soient développées. L'AMF est d'accord sur le principe mais refuse que les communes soient seules à financer ces MSP. Elle demande à l'Etat d'accorder des assurances sur sa propre participation.

[**Bréf**, la présence et le développement des services publics dans les zones rurales est un enjeu d'égalité républicaine, dont le coût ne peut être supporté par les seules communes.]

ECONOMIE ET POLITIQUE LOCALES

Quels sont les enjeux de la loi de finances 2015 pour les collectivités ?

La direction générale des collectivités locales vient de publier une note à l'attention des collectivités locales qui résume et explique les principales dispositions de la loi de finances pour 2015 et de la loi de finances rectificative pour 2014. En 14 fiches pratiques, la note traite des sujets essentiels comme la question des dotations de l'Etat aux collectivités locales. En 2015, 53,45 milliards d'euros seront distribués aux collectivités par l'Etat, contre 56,87 milliards en 2014.

[**Bréf**, une bonne connaissance des documents législatifs est nécessaire pour mesurer l'ampleur désastreuse des politiques d'austérité sur les finances locales.]

ECONOMIE ET POLITIQUE LOCALES

Finances locales : boîte à outil de l'ADCF et de la Caisse des dépôts

L'Assemblée des communautés de France et la Caisse des dépôts viennent de publier un ouvrage intitulé : « Pacte financier et fiscal de solidarité au service du projet de territoire ». Cette publication vise à établir un état des lieux sur

[**Bréf**, tout ce qui peut aider les élus locaux dans l'expertise en matière fiscale et financière est une bonne chose.]

LAÏCITÉ

Création d'un groupe de travail de l'AMF

L'objectif de ce groupe de travail est de donner aux élus locaux les moyens d'intervenir sur tous les sujets impliquant l'application du principe de laïcité. Parmi ces sujets : école, activités sportives et culturelles, financement des associations, neutralité des agents et des bâtiments, lieux de culte et sépulture, cérémonie républicaine, etc.

[**Bréf**, dans un contexte de crise économique et sociale profonde et de montée des intolérances, la laïcité est une valeur fondamentale de la république, de la démocratie et du vivre ensemble.]

MUTUALISATION

Modernisation de l'action publique (MAP)

L'AMF a remis à la ministre de la Décentralisation et de la Fonction Publique un rapport d'évaluation sur les mutualisations entre communes et intercommunalités. Etabli sur la base d'une enquête auprès de 576 collectivités, il met en évidence des organisations parfois en décalage avec le cadre juridique existant et la nécessité de faciliter les mutualisations entre communes et intercommunalités.

[**Bréf**, la mutualisation des services et des compétences doit être conçue non pas pour diminuer le service public mais au contraire pour améliorer la qualité du service rendu.]

LOGEMENT SOCIAL

Saisir des terrains pour construire à la place des collectivités ?



C'est le projet du ministre de la Ville qui entend « casser les phénomènes de reproduction de la pauvreté » et durcir la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), en saisissant les terrains disponibles dans les communes qui ne respectent pas le quota de 25 % de logements sociaux pour y construire des habitations, afin « d'assurer une mixité sociale ».

[**Bréf**, les inégalités territoriales et sociales s'aggravent de façon catastrophique avec l'amputation sans précédent des dotations d'Etat aux collectivités.]